



SELECTION D'UN CONSULTANT
N° CQS/MCA-M/EW-26/COMPACT

Financé par

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

A TRAVERS

MILLENNIUM CHALLENGE CORPORATION (MCC)

Sélection d'un Cabinet de Consultants
chargé d'appuyer l'Agence MCA-Morocco
à la rationalisation de l'offre de la formation professionnelle

INVITATION POUR CONSULTANT

23 Décembre 2019

Titre de la mission : Sélection d'un Consultant chargé d'appuyer l'Agence MCA-Morocco à la rationalisation de l'offre de la formation professionnelle

Référence de la mission : N° CQS/MCA-M/EW-26/COMPACT

Madame, Monsieur,

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et Millennium Challenge Corporation ont signé un deuxième programme de coopération (Compact II) le 30 novembre 2015, d'un budget de 450 millions de dollars US (« Financement MCC »), auquel s'ajoute une contribution du Gouvernement du Maroc de 15%, destiné à contribuer à la réduction de la pauvreté par la croissance économique au Maroc.

L'Agence MCA-Morocco est l'entité chargée par le Gouvernement marocain de coordonner et d'exécuter le Programme du Compact. Désignée comme Entité Responsable, cette agence établit et signe les contrats et a la responsabilité de garantir la mise en œuvre adéquate du Programme.

Ce Compact comprend deux projets à savoir :

Projet 1 : « Éducation et formation pour l'employabilité »

Ce projet vise la promotion de l'employabilité des jeunes à travers l'amélioration de la qualité, de la pertinence et de l'accès équitable à l'éducation secondaire et à la formation professionnelle et ce, afin de mieux répondre aux besoins du secteur privé.

Projet 2 : « Productivité du foncier »

Ce projet vise à accroître la productivité du foncier et de l'investissement privé.

Dans le cadre de l'exécution de sa mission, l'Agence MCA-Morocco, souhaite engager des **services d'un Consultant (cabinet) afin d'appuyer l'Agence MCA-Morocco à la rationalisation de l'offre de la formation professionnelle**, selon les termes de références présentés en annexe 3, avec une durée de la mission qui est estimée à **vingt (20)** mois à compter à partir de la date de notification de l'ordre de service de commencement de la mission.

L'objectif de cette consultation consiste en l'accompagnement du Département de la Formation Professionnelle et ses partenaires, dans le cadre de la mise en place d'une nomenclature nationale des secteurs de la FP, pour rationaliser et harmoniser l'offre de formation professionnelle et mettre en place un dispositif pour assurer le suivi et la mise à jour de cette offre.

La sélection du consultant ayant les meilleures qualifications et la meilleure expérience se déroulera conformément aux directives de MCC en matière de passation des marchés suivant la procédure « Sélection basée sur la qualification du Consultant (CQS) » qui est une méthode basée sur l'examen des qualifications et des références du consultant. Cette procédure est consultable sur le site web de MCC <https://www.mcc.gov/resources/doc/program-procurement-guidelines>.

Le budget estimatif de ce contrat est de 270 000 dollars américains.

Le Soumissionnaire ayant obtenu le meilleur score à l'issue de l'évaluation des qualifications, sera invité à soumettre une proposition technique et financière.

Il est à préciser que les présents Termes de référence relatifs à cette mission sont présentés à titre indicatif en Annexe 3 afin que le Consultant puisse apprécier les objectifs et attentes de la mission à venir. Le délai global associé à l'exécution de ladite mission est **de 20 mois**, sans toutefois dépasser la date de la fin du Compact du 30 juin 2022.

Afin de permettre à MCA-Morocco d'apprécier leurs qualifications relatives à la consultation précitée, les Consultants intéressés devront soumettre un dossier de qualification rédigé en langue française.

Les dossiers de qualification doivent être déposés de manière électronique, via le lien <https://www.dropbox.com/request/u7mGr61xvrRDhtx2lkjl> , au plus tard le 09 janvier 2020, à 15h00mn, heure locale, à Rabat. Après cette date et heure, ce lien expirera et aucun document ne pourra y être déposé.

Il convient de noter que **seuls les dossiers déposés via le lien sus indiqué** seront **acceptés**. Les modalités de soumissions électroniques étant uniquement celles décrites dans l'annexe 1- Procédures de soumission électroniques des propositions.

Le dossier de qualification devra contenir les éléments suivants :

Formulaires Techniques

- ✓ Un formulaire de manifestation d'intérêt **TECH-1** en la forme présentée à l'Annexe 2 dûment complété et signé ;
- ✓ Des informations sur la capacité financière du Consultant selon le formulaire **TECH-2A** présenté en Annexe 2 ;
- ✓ Le formulaire **TECH-2B** dûment complété et signé selon le formulaire présenté en Annexe 2 ;
- ✓ Une description et présentation du cabinet, ses qualifications et son expérience selon le formulaire **TECH-3** en Annexe 2. Elle a pour but de démontrer que le Consultant dispose des compétences lui permettant de se mobiliser pour exécuter les prestations objet de cette consultation ;
- ✓ Une présentation des références du Consultant dans des prestations similaires à celles faisant l'objet de la présente consultation, réalisées durant les 5 dernières années confirmées par des certificats de bonne réussite de la mission (année de réalisation, type de mission, etc.), selon les formulaires **TECH-4 et TECH-5A**.

Le Soumissionnaire ayant obtenu le meilleur score à l'issue de l'évaluation des qualifications, sera invité à soumettre une proposition technique et financière.

Toute proposition ayant obtenu un total de moins de **80 points** sera écartée.

Tout soumissionnaire incapable de démontrer à travers ses informations financières (**Annexe 2 - Formulaire Tech-2A**) qu'il est économiquement et financièrement en mesure d'exécuter les prestations décrites dans les Termes de référence sera disqualifié.

Les Consultants ont le droit de s'associer en indiquant leur chef de file.

Grille d'évaluation

Critère	Sous-critères	Note
1. Capacité Organisationnelle du Consultant	Note totale Critère 1 :	20 points
	Capacité organisationnelle et Expérience dans le domaine de la formation professionnelle dans des pays en voie de développement, de préférence en Afrique du Nord.	20 points
2. Expérience dans l'exécution de projets similaires	Note totale Critère 2 :	80 points
	Expérience d'au moins 8 ans dans l'exécution d'assistance technique de même nature pour un budget supérieur ou égal à 200.000 MAD (20.000 USD) les dix dernières années.	30 points
	Avoir assuré l'assistance technique au moins pour trois projets similaires	30 points
	Expérience dans le domaine de la formation professionnelle dans des pays en voie de développement, de préférence en Afrique du Nord.	20 points
TOTAL		100 points

Note sur la fiscalité :

Les prestations réalisées dans le cadre des activités de l'Agence MCA-Morocco et financées par MCC sont exemptées de la TVA mais ne sont pas exemptées des autres impôts. A ce sujet, vous êtes priés de vous reporter à l'**Annexe 4** (*Tax Exemption Guidelines for Vendors*).

Si un soumissionnaire désire obtenir des clarifications sur la présente consultation, il devra faire parvenir ses demandes par e-mail, au plus tard le 30 décembre 2020, afin que les réponses soient fournies à tous les soumissionnaires enregistrés au plus tard le 06 janvier 2020, à l'adresse suivante : procurement@mcamorocco.ma.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes meilleures salutations.

Signé : Abdelghni Lakhdar

Directeur Général de l'Agence MCA-Morocco

Annexes jointes :

- Annexe n°1- Procédure de soumission électronique des propositions
- Annexe n°2- Formulaires de soumission: TECH-1, TECH-2A, TECH-2B, TECH-3, TECH-4, TECH-5A
- Annexe n°3- Termes de référence
- Annexe n°4- Tax Exemption Guidelines for Vendor

ANNEXE 1- PROCEDURE DE SOUMISSION ELECTRONIQUE DES PROPOSITIONS

- 1 Chaque consultant utilisera le lien ci-après pour soumettre son dossier de qualification : <https://www.dropbox.com/request/u7mGr61xvrRDhtx2lkjl>
- 2 Le lien de demande de fichiers expire à la date limite de soumission des dossiers de qualification. Le lien de demande de fichier peut être utilisé plusieurs fois pour soumettre des documents supplémentaires. Si le Soumissionnaire soumet plusieurs versions de son dossier, celui-ci devra impérativement en informer l'Agence MCA-Morocco avant la date et heure limite de soumission à l'adresse : procurement@mcamorocco.ma et indiquer la version à considérer et la version à retirer. Dans le cas où aucun message n'est transmis par le Soumissionnaire, seule la version la plus récente sera retenue.
- 3 Tous les documents soumis (que ce soit en fichier simple ou en dossiers de fichiers) doivent être au format PDF. Aucun fichier ni dossier compressé n'est accepté. Par conséquent, les documents soumis dans un format archivé et/ou compressé (compressé par WinZip - y compris toute application de la catégorie zip, WinRAR, 7z, 7zX ou tout autre format similaire) ne sont pas acceptés.
- 4 Les dossiers de qualification ne doivent pas dépasser 10 Go chacune.
- 5 Les consultants sont informés que la capacité de leur bande passante Internet déterminera la vitesse à laquelle leurs dossiers seront téléchargés via le lien de demande de fichier. Il est donc conseillé aux consultants de commencer le processus de téléchargement de leurs dossiers, via le lien de demande de fichier, en temps adéquat avant la date limite de soumission des dossiers.
- 6 Les dossiers doivent être soumis uniquement via le lien de demande de fichiers. Les dossiers soumis par courrier électronique ne seront pas acceptés. En outre, les dossiers de qualification doivent être soumis au plus tard à la date et l'heure limites de soumission des dossiers.
- 7 Les consultants doivent utiliser la nomenclature suivante pour les noms de fichiers de propositions :
 - a. Nom du fichier du dossier de qualification : EW-26_Dossier de qualification ***[nom du consultant] MCA-Morocco***

ANNEXE 2- FORMULAIRES DE SOUMISSION

Formulaire TECH-1

Formulaire d'expression d'intérêt

Rabat, le [insérer la date]

À : **M. Abdelghni LAKHDAR**, Directeur Général

Adresse : Agence MCA-Morocco, Complexe administratif et culturel de la Fondation
Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI-
Madinat AL IRFANE Hay Riad, Rabat- Maroc

**Sélection d'un Consultant chargé d'appuyer l'Agence MCA-Morocco à la rationalisation de
l'offre de la formation professionnelle.**

Réf : N° CQS/MCA-M/EW-26/COMPACT

Madame, Monsieur,

Nous, soussignés, exprimons notre intérêt à titre de Consultant, pour la mission citée plus haut conformément à votre demande de manifestation d'intérêt en date du **[Insérer la date]** et vous soumettons par la présente, le dossier de qualification.

Nous déclarons par la présente que nous ne sommes pas engagés dans des activités interdites décrites dans

La politique de MCC en matière de lutte contre la Traite des personnes, et que nous ne nous engagerons pas, ne faciliterons pas et n'autoriserons pas ces activités interdites tout au long de la durée du Contrat. Par ailleurs, nous garantissons que les activités interdites décrites dans la politique de MCC en matière de lutte contre la Traite des personnes ne seront pas tolérées de la part de nos employés, de nos sous-traitants ou de la part des employés de nos sous-traitants. Enfin, nous reconnaissons que notre engagement dans de telles activités constituera un motif de suspension ou de résiliation de l'emploi ou du contrat.

Nous avons pris connaissance de la Politique de MCC en matière de prévention, de détection et de correction de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de MCC¹. Nous avons pris des mesures visant à garantir qu'aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne s'est engagée dans des pratiques de corruption ou de fraude. Nous soumettons conjointement avec :

[Insérer la liste comportant le nom et l'adresse complets de chaque Consultant associé].²

¹ Disponible sur le site web : www.mcc.gov/resources/doc/policy-fraud-and-corruption

² [Supprimer si aucun regroupement n'est envisagé.]

Nous attestons par la présente que toutes les informations et déclarations contenues dans ce dossier de qualification sont exactes et acceptons que toute erreur qu'elles contiendraient puisse entraîner notre disqualification.

Il est entendu que vous n'êtes pas tenus d'accepter les propositions que vous recevez.

Sincères salutations,

[Signataire autorisé]

**[Nom et fonction du
signataire]**

[Nom du Consultant]

[Adresse du Consultant]

[Email du consultant]

Annexes :

1. Procuration écrite confirmant que le signataire de la proposition est dûment autorisé à signer la proposition au nom du Consultant et de ses associés ;
2. Acte(s) constitutif(s) (ou autres documents justifiant le statut juridique) ;
3. Accord de constitution de coentreprise ou de groupement, indiquant le nom du chef de file.

Formulaire TECH-2A Capacité financière du Consultant

L'Entité MCA se réserve le droit de demander des informations supplémentaires sur la capacité financière du consultant. Tout Consultant qui se trouve dans l'incapacité de démontrer qu'il a la capacité financière d'exécuter les services requis peut être disqualifié.

Par conséquent, le consultant doit fournir avec sa proposition, sous le titre « Formulaire TECH-2A », la preuve d'un financement dédié à la mise en œuvre des services. Cette preuve peut être, par exemple, sous forme d'une attestation de sa banque, ou d'une autre institution compétente, avec lequel le consultant possède ou a accès au financement nécessaire (accès à des ressources financières ou la disponibilité de telles ressources comme des actifs liquides, des biens immobiliers non grevés d'hypothèque, des lignes de crédit, et autres moyens financiers...).

Dans le cas où la proposition est soumise par une co-entreprise, toutes les parties de la co-entreprise doivent soumettre la preuve requise relative à sa capacité financière.

Formulaire TECH-2B Procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends actuels ou passés impliquant le Consultant

[Fournir des informations sur les procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends actuels ou passés des cinq (5) dernières années comme indiqué sur le formulaire ci-dessous.]

Le Consultant, ou une société, une entité ou une filiale apparentée, a-t-il été, au cours des cinq (5) dernières années, impliqué dans un procès, un litige, un arbitrage, une action en justice, une plainte, une enquête ou un différend dont la procédure ou l'issue pourrait raisonnablement être interprétée par l'Agence MCA-Morocco comme pouvant avoir un impact sur la situation financière ou opérationnelle du Consultant de manière à affecter négativement sa capacité à satisfaire à l'une quelconque de ses obligations en vertu du Contrat ?

Non : ____ Oui : _____ (voir ci-après)

Litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends au cours des cinq (5) dernières années

Année	Objet du contentieux	Valeur de la décision rendue contre le Consultant en équivalent de USD :

Formulaire TECH-3

Organisation du Consultant

[Fournir un résumé du profil et de l'organisation de votre cabinet/entité et de chacun de vos associés dans le cadre de cette mission. Inclure l'organigramme de votre cabinet/entité. La proposition doit montrer que le Consultant dispose des capacités organisationnelles et de l'expérience nécessaires pour fournir au siège, un système de gestion de projet relatif au Contrat et à son équipe projet dans le pays, un appui administratif et technique. La proposition doit en outre montrer que le Consultant peut travailler hors siège et fournir rapidement du personnel remplaçant expérimenté.]

Maximum 10 pages

Formulaire TECH-4 Expérience du Consultant

[Fournir dans le tableau ci-dessous des informations sur chaque mission pertinente pour laquelle votre cabinet et chacun de vos associés pour la mission ont été officiellement recrutés à titre individuel comme société ou comme l'un des cabinets chefs de file au sein d'un groupement, pour accomplir des services de Consultants similaires à ceux mentionnés dans les Termes de référence de la présente lettre d'invitation. La proposition doit montrer que le Consultant a fait ses preuves dans l'exécution de projets similaires quant à la substance, à la complexité, à la valeur, à la durée et au volume de services liés à cette consultation.

Maximum 20 pages]

Dénomination de la mission :	Montant approximatif du Contrat (en USD courant) :
Pays : Localisation dans le pays :	Durée de la mission (en mois) :
Nom du client :	Nombre des mois de travail des professionnels pour la mission :
Courriel et numéro de téléphone des contacts donnés à titre de référence :	Fournir les coordonnées d'au moins trois (3) personnes susceptibles de fournir des informations substantielles sur (1) le type de travail effectué et (2) la qualité du travail. Pour chaque référence, indiquez un contact, son poste, son adresse, son numéro de téléphone et son courriel
Adresse :	Montant approximatif des services fournis par votre cabinet en vertu du Contrat (en USD courant) :
Date de début (mois/année) : Date d'achèvement (mois/année) :	Nombre de mois de travail des professionnels fournis par les Consultants associés :
Nom des consultants associés (le cas échéant) :	Nom des responsables de votre cabinet participant à la mission, et les tâches réalisées (indiquer les responsables, par exemple directeur/coordonnateur du projet, Responsable de l'équipe) :
Description du projet : Description des demandes de mobilisation du projet et de la manière dont votre cabinet a géré les besoins administratifs, logistiques et financiers requis pour cette mobilisation.	
Description des services effectivement rendus par votre personnel dans le cadre de la mission :	

Nom du cabinet : _____

Formulaire TECH-5 A Références des contrats financés par MCC

Le Consultant ou le membre d'une co-entreprise/d'une association qui compose le Consultant doit compléter ce formulaire et fournir des informations sur tous les contrats financés par MCC (exécutés soit directement avec MCC, soit avec une Entité du Millennium Challenge Account, où que ce soit dans le monde) auxquels le Consultant ou un membre d'une co-entreprise/d'une association qui compose le Consultant est ou a été partie, que ce soit à titre de Consultant principal, d'affilié, d'associé, de filiale, de sous-traitant ou à tout autre titre.

Contrats avec MCC			
Nom et numéro du Contrat	Prise part dans le Contrat	Montant total du Contrat	Nom et adresse du Maître d'ouvrage

Contrats avec une Entité MCA			
Nom et numéro du Contrat	Part prise dans le Contrat	Montant total du Contrat	Nom et adresse du Maître d'ouvrage

Programme MCA-Morocco (Compact II)

Termes de référence Pour l'appui à la rationalisation de l'offre de la formation professionnelle-

Acronymes et significations :

APC	Approche basée sur les compétences
CGEM	Confédération Générale des Entreprises du Maroc
DFP	Département chargé de la Formation Professionnelle
EFP	Etablissement de Formation Professionnelle
FP	Formation Professionnelle
MCA	Millennium Challenge Account-Morocco
MCC	Millennium Challenge Corporation
OFPPT	Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail
REC	Référentiel des Emplois et des Compétences
REM	Référentiels des Emplois et des Métiers

1. INTRODUCTION

Le gouvernement du Royaume du Maroc a conclu, le 30 novembre 2015, un deuxième programme de coopération (Compact II) avec le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, représenté par Millennium Challenge Corporation (MCC) et ce, dans l'objectif de rehausser la qualité du capital humain et d'améliorer la productivité du foncier.

Le budget alloué par MCC à ce programme de coopération s'élève à 450 millions de dollars, auquel s'ajoute une contribution du gouvernement marocain d'une valeur équivalente à 15% au moins de l'apport américain. Le montant global financera, sur une période de cinq ans, deux projets, à savoir « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ».

Le projet « Education et formation pour l'employabilité » a pour objectif de renforcer l'employabilité des jeunes à travers l'amélioration de la qualité et de la pertinence des programmes d'enseignement secondaire et de formation professionnelle et la garantie de l'accès équitable à ces programmes, afin de mieux répondre aux besoins du secteur productif. Ce projet s'articule autour de deux activités, à savoir « Education secondaire » et « **Développement de la formation professionnelle et de l'emploi** ».

- **L'activité « Education secondaire »** comprend trois composantes fondamentales : (i) le développement d'un modèle intégré d'amélioration des établissements d'enseignement secondaire, (ii) le renforcement du système d'évaluation des acquis des élèves et du système d'information « MASSAR » et (iii) le développement d'une nouvelle approche pour l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.

- **L'activité « Développement de la formation professionnelle (FP) et de l'emploi »** comprend : 1) La création du fonds "Charaka" dédié au financement de la création ou de l'extension de nouveaux centres de formation professionnelle gérés dans le cadre de partenariats public-privé (PPP) ou de la reconversion des centres publics de formation professionnelle déjà existants d'un modèle de gestion classique piloté par le secteur public en un modèle de gestion en PPP, tiré par la demande du secteur privé ; 2) l'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle ; 3) l'appui à l'amélioration et à l'intégration du dispositif d'observation du marché du travail ; 4) la promotion de l'emploi inclusif des populations en difficulté d'insertion sur le marché du travail, en particulier les femmes, les personnes non-diplômées et les diplômés de l'enseignement supérieur ou de la formation professionnelle en situation de chômage de longue durée, à travers un financement basé sur les résultats des prestations et programmes d'accompagnement à leur insertion ; 5) l'appui à l'évaluation d'impact des politiques de l'emploi et du marché du travail ; et 6) l'appui à la promotion de l'équité genre en milieu professionnelle. .

1.1. Informations sur l'Agence MCA-Morocco

L'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco) est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Créée en septembre 2016, l'Agence est chargée de la mise en œuvre du Compact II.

L'Agence MCA-Morocco est administrée par un Conseil d'orientation stratégique, présidé par le Chef du gouvernement et assisté d'un Comité de gestion dans la supervision de l'exécution du Compact II.

1.2 Normes et exigences particulières

Le prestataire devra tenir compte, dans l'exécution de sa mission, des politiques générales et des standards de MCC, notamment en termes d'intégration des normes environnementales, de genre et d'inclusion sociale et qui sont applicables à toutes les activités financées par le Compact II.

Normes de performances environnementales et sociales : les directives environnementales de MCC établissent un processus visant à « s'assurer que les projets entrepris dans le cadre des programmes financés par le Compact sont respectueux de l'environnement, qu'ils sont en conformité avec les exigences légales et réglementaires nationales applicables et qu'ils ne sont susceptibles de causer aucun danger significatif pour l'environnement, la santé ou la sécurité ». L'adhésion aux lignes

directrices environnementales de MCC exige que tous les projets soient conçus, mis en œuvre et suivis en tenant compte des considérations environnementales et sociales. Les Normes de Performance de la Société Financière Internationale fournissent les critères spécifiques que les projets et les activités du Compact doivent respecter ainsi que les principes qui doivent prévaloir lors des différentes phases de développement des projets.

Les Normes de Performance de la Société Financière Internationale (SFI) sont disponibles au niveau du lien suivant :

http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics_ext_content/ifc_external_corporate_site/sustainability-at-ifc/policies-standards/performance-standards

Principes d'inclusion sociale et de genre : L'Agence MCA-Morocco apporte une attention particulière à la prise en compte des inégalités sociales et de genre et à leur intégration lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes. Les inégalités conduisent à une affectation inefficace des ressources et retardent, par conséquent, le développement, en général, et la croissance économique, en particulier. Pour la mise en œuvre de ces normes, un Plan d'action genre et inclusion sociale (PAGIS) a été adopté par l'Agence MCA-Morocco et est mis à la disposition des différents prestataires. Conformément à la politique genre (<https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/mcc-policy-gender.pdf>) et aux directives de MCC (<https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/guidance-2011001054001-genderintegration.pdf>), le PAGIS traduit l'engagement des différentes parties prenantes au Compact II à promouvoir l'inclusion sociale et le genre au niveau de toutes les étapes de conception et de mise en œuvre des projets. Son objectif est d'assurer que les contraintes socio-économiques, pouvant affecter la pleine participation des populations et leur accès aux retombées des projets, soient atténuées et que des opportunités supplémentaires pour assurer une participation inclusive soient identifiées.

1.3. Composante "Appui à la réforme de la formation professionnelle" :

Dans le cadre de l'activité « Formation Professionnelle », la composante "Appui à la réforme de la formation professionnelle" vise à apporter aux acteurs publics et privés concernés par la formation professionnelle, l'assistance technique requise pour appuyer l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle ; laquelle réforme découle de la vision stratégique de la réforme de l'éducation et de la formation à l'horizon 2030 et de la stratégie nationale de la formation professionnelle à l'horizon 2021 qui s'inscrit dans cette vision et converge avec les objectifs de la feuille de route relative au développement du système de la formation professionnelle, présentée en avril 2019 devant Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Elle vise également à appuyer le Département chargé de la Formation Professionnelle (DFP) et ses partenaires pour améliorer la performance du système de formation actuel et pour la mise en œuvre des principales réformes de la formation professionnelle qui ont pour objectif d'améliorer la qualité de la formation professionnelle et la capacité du système à répondre adéquatement aux besoins du secteur productif et des différentes catégories des publics cibles notamment les femmes et les catégories sociales défavorisées.

Ce chantier d'appui à la réforme de la formation professionnelle, conduit par l'Agence MCA-Morocco en étroite collaboration avec les différents acteurs du système de la formation professionnelle, a concerné 5 axes prioritaires : juridique, financement, formation continue, secteur privé de la FP et inclusion sociale et genre. Il est réalisé en deux étapes : une première étape qui permet d'affiner le design et une deuxième période d'implémentation qui consiste à mettre en œuvre les outputs du design ou toute autre activité jugée prioritaire par les parties prenantes durant la période du Compact II, avec un ciblage des actions priorisées de concert avec les parties prenantes.

A l'heure actuelle, la première étape est achevée pour l'ensemble des axes d'appui à la réforme. La mise en place d'une nomenclature harmonisée des secteurs de la FP représente une des

recommandations phares de cette première étape et représente une condition nécessaire à l'amélioration de la performance du système de la formation professionnelle. Cette thématique a été retenue par le DFP et l'ensemble des parties prenantes comme action d'appui prioritaire.

1.4 Problématique et enjeux du répertoire sectoriel de l'offre de formation

Dans le cadre de l'harmonisation et de la rationalisation de l'offre de formation et en vue de développer de nouveaux outils de gestion et de planification de l'offre de formation, le DFP a entrepris la production d'un répertoire des secteurs de formation. Ce projet est structurant pour l'ensemble de la démarche de planification, de suivi et de développement de l'offre de formation, selon l'approche basée sur les compétences, adoptée par le DFP pour l'ingénierie et la gestion du système national de formation professionnelle.

Toutefois, la production de ce répertoire des secteurs de formation demeure étroitement tributaire de l'adoption d'une nomenclature unique et cohérente des secteurs et sous-secteurs de formation par l'ensemble des parties prenantes du système de FP.

En effet, le besoin de la définition (délimitation) de chaque secteur de formation et des métiers qui le composent structure ou devrait structurer (i) l'analyse des besoins en formation ; (ii) le chiffrage et la programmation budgétaire sectorielle nécessaires à leur satisfaction ; (iii) le nombre, la répartition et la liste des filières de formation ; (iv) la planification de l'offre et sa cartographie ; (v) l'ingénierie de développement à travers la définition des fonctions de travail ; et in fine (vi) la production des données de suivi et d'évaluation de la production et de l'accès (rapports d'activité, études d'insertion, études sur la qualité et autres études statistiques nationales).

Le DFP rencontre un certain nombre de difficultés à propos du répertoire de l'offre de formation et de la classification des secteurs de formation :

- ✓ Pour la même fonction de travail, plusieurs filières de formation existent ;
- ✓ Tous les opérateurs n'utilisent pas la même classification des secteurs de formation ;
- ✓ La classification actuelle, utilisée dans les rapports d'activité du DFP, présente des défauts auxquels il est nécessaire de remédier : des secteurs très restreints et qui pourraient être ramenés à des sous-secteurs et inversement d'autres trop inclusifs par rapport aux nomenclatures habituelles et pourraient certainement être décomposés ;
- ✓ Les secteurs de formation ne couvrent pas tous les secteurs d'activité. Ainsi, la classification actuelle ne permettrait pas de décider dans quel secteur classer les filières préparant aux nouveaux métiers : métiers verts, métiers de l'eau et de l'assainissement, etc.

Si la classification existe bien et si des travaux ont été entamés à ce sujet, il n'y a pas encore de nomenclature nationale des secteurs et sous-secteurs de formation et les correspondances entre classifications et nomenclatures statistiques nationales sont toujours difficiles. Ce dernier point constitue la difficulté majeure par rapport aux fonctions « planification et suivi » dans une perspective d'amélioration de l'adéquation emploi-formation.

L'ensemble des opérateurs de formation et des parties prenantes du secteur expriment l'importance et la nécessité de la classification des secteurs et du répertoire de l'offre et partagent un intérêt stratégique concernant ce répertoire et cette classification.

Actuellement, cette action fait l'objet de l'appui du projet FORCAP, dans le cadre du projet d'assistance technique du programme d'appui sectoriel de l'Union Européenne à la réforme du secteur de la formation professionnelle au Maroc. Il s'agit d'appuyer le DFP afin que puisse être développé et adopté, au moins par l'ensemble des opérateurs de la formation professionnelle, un répertoire de l'offre de formation par secteurs, et dont la nomenclature est cohérente avec celles utilisées par les autres parties prenantes de la formation, de l'insertion professionnelle, de l'emploi et de l'intermédiation sur le marché du travail.

Le projet FORCAP se penchera, dans le cadre d'une action SMART n° 6, sur l'élaboration et l'exécution des premières étapes d'une feuille de route pour l'élaboration d'un répertoire structuré de l'offre et l'adoption d'une classification unique des secteurs de formation au Maroc. Deux activités sont en cours d'exécution dans le cadre de l'action SMART n° 6. Elles se présentent comme suit :

- L'activité 1 : vers un répertoire informatisé et rationalisé de l'offre de formation professionnelle.
- L'activité 2 : adoption d'une classification nationale des secteurs et sous-secteurs de formation.

2. OBJET ET CONSISTANCE DES TERMES DE RÉFÉRENCE

L'objectif de ces TDR consiste en l'accompagnement du DFP et ses partenaires, dans le cadre de la mise en place d'une nomenclature nationale des secteurs de la FP, pour rationaliser et harmoniser l'offre de formation professionnelle et mettre en place un dispositif pour assurer le suivi et la mise à jour de cette offre.

Pour cela, l'intervention du prestataire s'articule autour de quatre missions :

Mission n° 1 : Lancement et cadrage du projet ;

Mission n° 2 : Rationalisation de l'offre de formation professionnelle ;

Mission n° 3 : Mise en place et l'opérationnalisation d'un dispositif de veille, de suivi et de mise à jour de l'offre de FP rationalisée ;

Mission n° 4 : Organisation d'un séminaire de partage et de restitution des travaux.

Le consultant est appelé à travailler principalement, durant l'exécution de ce contrat, avec les parties prenantes, notamment :

- Le Département chargé de la Formation Professionnelle ;
- L'OFPPT et les principaux départements ministériels concernés ;
- Le secteur privé de la FP ;
- La CGEM et fédérations professionnelles ;

La mobilisation du prestataire se fera après la signature du contrat et sa notification par ordre de service de démarrage.

3. DESCRIPTIF DES MISSIONS ET DES LIVRABLES

Mission n° 1 : Lancement et cadrage du projet

Le prestataire devra animer une séance de lancement et de cadrage du projet, consacrée à la présentation de la méthodologie d'intervention pour la réalisation des différentes missions objet du présent contrat.

Dans le cadre de sa démarche, le prestataire est tenu de mener des consultations auprès de tous les acteurs dans le système de la FP cités ci-haut.

Quatorze (14) secteurs dont une étude sectorielle a été réalisée font l'objet de cette prestation. Il s'agit de :

1. Pêche maritime ;
2. Artisanat ;
3. Tourisme ;
4. Agriculture ;
5. IMME ;
6. BTP ;
7. Transport ;
8. Logistique ;
9. Agroalimentaire ;
10. Automobile ;
11. Administration, gestion, finance et assurance ;
12. Commerce & distribution ;
13. Electronique ;
14. Textile.

Cette mission donnera lieu à l'élaboration d'un rapport méthodologique qui relate la synthèse de l'existant et l'approche détaillée à adopter pour l'exécution du projet, et présente et explique la méthodologie, le planning de réalisation des missions/activités programmées, l'organisation de l'équipe projet, le contenu et la finalité de chaque mission (Livrable n° 1).

Tout au long de l'exécution des prestations objet de ce contrat, le Consultant est tenu de collaborer avec la Direction Suivi/Evaluation et Analyse Économique de l'Agence MCA-Morocco pour les aspects de suivi, tels que définis dans le Plan Suivi/Evaluation et avec le cabinet qui mène l'évaluation indépendante de l'Activité.

Mission n° 2 : Rationalisation de l'offre de formation professionnelle

Il s'agit de poursuivre le travail de rationalisation de l'offre de formation réalisé pour les 4 secteurs (Pêche maritime, Artisanat, Tourisme et Agriculture) en concertation avec l'OFPPT, les départements chargés de l'agriculture, de la pêche maritime et du Tourisme.

Des outils d'analyse ont été produits et déployés pour examiner les correspondances entre les fonctions de travail, emplois et métiers (REM et REC) et filières de formation pour les secteurs suscités. Ce travail d'analyse a débouché sur une première proposition de recommandations pour la rationalisation de l'offre de formation pour les quatre secteurs.

Pour cela, le consultant est tenu de réaliser les activités suivantes :

- ✓ Activité n° 1: Analyser le travail de rationalisation de l'offre des 4 secteurs et proposer une démarche d'analyse pour la généralisation aux autres secteurs ;
- ✓ Activité n° 2: Mener le travail d'analyse pour 10 autres secteurs de formation (dont une étude sectorielle a été réalisée) et réorganiser les fonctions de travail et filières de formation existantes par rapport à la nomenclature des secteurs de formation ;
- ✓ Activité n° 3 : Alimenter la plateforme, dédiée par le DFP au répertoire informatisé des secteurs de la FP, par les résultats d'analyse de la rationalisation de l'offre.

A l'issue de cette mission, le prestataire est tenu de produire les livrables suivants :

- **Livable 2.1** : Rapport sur la rationalisation de l'offre de formation (activités 1 et 2)
- **Livable 2.2** : La plateforme, dédiée par le DFP aux secteurs de formation, est renseignée et une démonstration du répertoire informatisé des secteurs de la FP est réalisée.

Mission n° 3 : la mise en place et l'opérationnalisation d'un dispositif de veille, de suivi et de mise à jour de l'offre de FP rationalisée

Dans l'objectif de maintenir à jour toutes les filières de formation de telle sorte qu'une rationalisation soit toujours assurée au niveau de l'offre de formation, un appui est à apporter au DFP et ses parties prenantes dans la mise en place et l'opérationnalisation d'un dispositif chargé de la veille, du suivi et de l'actualisation de l'offre de formation rationalisée. Il s'agit de proposer les scénarii de ce dispositif et d'établir, pour le scénario retenu, les processus, les outils et les mécanismes de mise à jour, de suivi et de concertation avec les parties prenantes.

A l'issue de cette mission, le prestataire est tenu de produire le livable n° 3 intitulé "Rapport sur le dispositif de veille, de suivi et de mise à jour de l'offre de FP rationalisée".

Mission n° 4 : Organisation d'un séminaire de restitution et de partage

Il s'agit d'organiser un séminaire de partage et de restitution des travaux (une centaine de personnes environ). Toute l'organisation et la logistique sera assumée par le consultant qui devra préparer au préalable un rapport sur la démarche d'animation, les thématiques, les supports et l'évaluation à approuver par l'Agence MCA-Morocco.

A l'issue de cette mission, le prestataire est tenu de produire le livable n° 4 intitulé "Rapport sur le déroulement et les recommandations du séminaire".

4. LIVRABLES, ÉCHÉANCIER ET PAIEMENT

4.1. LIVRABLES : Le prestataire est tenu de fournir :

- Les rapports en édition finale de chaque livable ;
- Un support magnétique comprenant les fichiers numériques constituant les documents écrits modifiables pour les textes, les tableaux, les graphiques et les schémas.

L'impression des documents se fait en recto verso, texte noir et couleur, photos et cartes en quadrichromie sur un support papier de bonne qualité. Le prestataire doit remettre les documents afférents à chaque tâche en langue française.

Tous les livrables sur support magnétique seront sous format informatique préalablement approuvé par l'Agence MCA-Morocco.

La présentation de chaque livable devrait faire l'objet d'une réunion avec les parties prenantes désignées par l'Agence MCA-Morocco.

Les livrables deviennent la propriété totale de l'Agence MCA-Morocco à leur réception.

4.2. SUIVI D'EXECUTION DU CONTRAT

L'Agence MCA-Morocco sera appuyée par un **comité de suivi** du projet pour assurer le suivi de l'exécution de toutes les activités et veiller sur leur bon déroulement. Ce comité, **présidé par l'Agence MCA-Morocco, est composé des représentants de :**

- DFP
- OFPPT et les principaux opérateurs publics concernés ;
- Secteur privé de la FP ;
- CGEM et fédérations professionnelles.

L'Agence MCA-Morocco pourrait inviter aux réunions de ce comité toute personne/organisme dont l'apport est jugé pertinent.

4.3. DUREE ET LIEU D'INTERVENTION

La durée d'intervention du prestataire est de **vingt (20)** mois.

La prestation sera basée principalement à rabat avec quelques rencontres à Casablanca.

4.4. DELAIS D'EXAMEN ET D'APPROBATION DES LIVRABLES

Les délais d'exécution pour chaque livrable n'incluent pas les délais de validation.

Les délais de validation pour chaque livrable incluent un délai d'examen et de formulation des commentaires de quinze (15) jours calendaires maximum pour l'Agence MCA-Morocco et les parties prenantes et un délai de dix (10) jours calendaires maximum pour l'intégration des commentaires par le cabinet.

4.5. DUREE D'EXECUTION DES MISSIONS ET PAIEMENT.

Chaque mission fera l'objet d'un ordre de service partiel. Le délai pour les livrables commence à courir à partir de la date de cet ordre de service.

Le paiement ne sera effectué qu'après validation des livrables.

La durée de chaque prestation, les livrables à fournir et les paiements y afférents se présentent comme suit :

	Livrable	Délai de remise des livrables	Taux paiement
Mission n° 1 : Lancement et cadrage du projet	Livrable 1 : Rapport méthodologique	1,5 mois après la date de notification par ordre de service de démarrage	5%
Mission n° 2 : Rationalisation de l'offre de formation professionnelle	Livrable 2.1 : Rapport sur la rationalisation de l'offre de formation (activités 1 et 2)	4 mois après la date de notification par ordre de service partiel	50%
	Livrable 2.2 : Plateforme dédiée aux secteurs de la FP renseignée	2 mois après la date de notification par ordre de service partiel	25%
Mission n° 3 : Appui du SEFP dans la mise en place et l'opérationnalisation d'un dispositif de gestion du répertoire informatisé	Livrable 3 : Rapport sur le dispositif de veille, de suivi et de mise à jour de l'offre de FP rationalisée.	1 mois après la date de notification par ordre de service partiel	10%
Mission n° 4 : Organisation d'un séminaire de restitution et de partage	Livrable 4 : Rapport sur le déroulement et les recommandations du séminaire	1 mois après la date de notification par ordre de service partiel	10%

5. QUALIFICATIONS DU PERSONNEL

Le prestataire devra prévoir une équipe pluridisciplinaire d'experts disposant de la formation nécessaire, ainsi que des compétences et de l'expérience requises pour assurer la prise en charge de toutes les missions.

L'équipe devra inclure, à minima, l'expertise et le personnel tels que décrits ci-après. Il est acceptable pour un seul individu de couvrir de multiples domaines d'expertise tant qu'il satisfait les qualifications requises.

Le consultant est libre de rajouter du personnel pour chacun des domaines d'expertise tel qu'il s'avère nécessaire pour assurer la réalisation des missions spécifiées dans ces termes de référence. La maîtrise de la langue française est requise pour tous les membres du personnel. Le personnel peut être international ou local.

Le prestataire devra proposer une méthodologie et une approche afin d'assurer que toutes les missions soient exécutées en accord avec les exigences du projet, y compris les dispositions pour les membres clés de l'équipe, plus particulièrement le chef du projet, pour passer un temps considérable au Maroc.

5.1 Personnel clé

Profil	Qualifications requises
Profil 1 : Spécialiste en ingénierie de formation Chef de projet	<ul style="list-style-type: none"> - Être titulaire d'un diplôme bac+4 au minimum - Expérience en tant que chef de projet (avoir conduit au moins deux projets dans le domaine de la formation professionnelle) - Expérience dans des projets d'ingénierie de formation (avoir conduit/participé à au moins deux projets : identification des besoins en formation, analyse de l'offre de formation, développement des programmes de formation) - Avoir une expérience en APC (avoir participé à au moins deux projets développés selon l'APC : identification des besoins en formation, analyse de l'offre de formation, développement des programmes de formation) - Avoir participé à des projets en lien avec le système de la FP au Maroc (un atout)
Profil 2 : Trois (3) spécialistes des secteurs concernés : 1. IMME 2. BTP 3. Administration, gestion, Finance et Assurance	Pour chaque spécialiste : <ul style="list-style-type: none"> - Être titulaire d'un diplôme Bac+2 au minimum - Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 années dans le secteur concerné - Avoir une expérience en ingénierie de formation (avoir participé à au moins deux projets : analyse de l'offre de formation, développement des programmes de formation) - La connaissance du secteur de la FP marocain est un atout

5.2 Personnel d'appui

Profil 2 : Sept (7) spécialistes des secteurs concernés : 1. Transport 2. Logistique 3. Agroalimentaire 4. Automobile 5. Commerce distribution 6. Electronique 7. Textile	<u>Pour chaque spécialiste :</u> <ul style="list-style-type: none">- Être titulaire d'un diplôme Bac+2 au minimum- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 années dans le secteur concerné- Avoir une expérience en ingénierie de formation (avoir participé à au moins deux projets : analyse de l'offre de formation, développement des programmes de formation)- La connaissance du secteur de la FP marocain est un atout
---	--

ANNEXE 4
(TAX EXEMPTION GUIDELINES FOR VENDORS).